

Communiqué commun CGT - FSU

Deux délégations de la FSU et de la CGT se sont retrouvées ce jour.

Les deux organisations constatent qu'elles partagent, une nouvelle fois, de forts et larges points communs dans leurs analyses sur la situation sociale, politique et économique. Elles s'en félicitent.

Face aux politiques de régression sociale, aux attaques à l'encontre des salariés, aux choix de faire payer la crise à celles et ceux qui n'en sont en rien responsables, la CGT et la FSU entendent, par leurs propositions et initiatives, peser sur les orientations qui seront prises et contribuer à la construction d'alternatives.

Nos organisations ont été actrices de nombreuses actions que ce soit dans les différents secteurs comme au niveau interprofessionnel ces derniers mois. Elles agissent notamment pour cela dans le cadre de l'intersyndicale. Ces mobilisations sont indispensables et ont permis, en dépit de leurs limites, de placer l'intervention des salariés au cœur de l'actualité et de peser sur les débats. Dans un contexte de crise qui atteint chacun dans son quotidien, elles estiment nécessaire de rassembler largement et de manière unitaire le mouvement social pour construire une riposte à la hauteur des attaques subies. La FSU et la CGT réaffirment leur volonté -et leur disponibilité- pour mettre en œuvre ces mobilisations syndicales unitaires.

Elles confirment également leur détermination à contribuer au développement des luttes solidaires en Europe. La CGT a informé la FSU de son intention de soutenir sa demande d'adhésion à la confédération européenne des syndicats.

A la veille de l'important scrutin présidentiel des 22 avril et 6 mai, les deux organisations sont déterminées à faire entendre les exigences et revendications des salariés en toute indépendance.

Confirmant leurs revendications pour le développement de l'emploi, le pouvoir d'achat et la protection sociale, elles réaffirment qu'une nouvelle répartition des richesses est indispensable et possible. Il s'agit de favoriser les revenus du travail par l'augmentation des salaires, une véritable politique industrielle, la relance de la consommation dans le respect du développement durable, le développement des services publics, une protection sociale solidaire et de haut niveau...la CGT et la FSU estiment que le bilan du Président de la République et son programme pour les cinq années à venir vont à l'encontre des exigences de progrès social.

En outre, nos deux organisations redisent ensemble avec force et détermination leur opposition et leur combat commun contre les thèses de l'extrême droite, porteuses de démagogie, de discrimination et de racisme. Ces thèses sont incompatibles avec les valeurs du syndicalisme que nous portons et dangereuses pour les salariés et les citoyens.

En tout état de cause, l'intervention des salariés avec leurs organisations syndicales est une condition essentielle de la transformation sociale. En ce sens, la FSU et la CGT appellent à l'organisation de manifestations unitaires sur les revendications sociales le 1er mai.

Depuis maintenant trois ans, la FSU et la CGT ont fait le choix d'approfondir leurs relations et d'inscrire leurs échanges dans la durée pour conforter l'unité syndicale.

Des initiatives communes ont eu lieu -sur la formation professionnelle, la petite enfance, les jeunes et le syndicalisme- qui, de manière positive, ont concrétisé la volonté partagée de travailler à un syndicalisme plus efficace, pour rassembler les salariés.

Ces journées nationales centralisées ou décentralisées sont complémentaires avec les autres démarches communes qui existent tant dans les territoires que dans les secteurs professionnels.

À partir de ces premières étapes, nos deux organisations entendent poursuivre et approfondir ce processus de manière régulière, en le portant au plus près des syndiqués et des salariés pour que le plus grand nombre s'en empare.

Elles le feront à partir d'un travail commun sur de grandes questions qui préoccupent les citoyens, comme l'emploi et la communauté éducative par exemple.

Elles le feront en s'appuyant sur la nouvelle donne en matière de démocratie sociale et de représentativité syndicale, en pesant ensemble pour obtenir des avancées pour les personnels.

Elles continueront à produire du matériel revendicatif commun afin de diffuser largement les initiatives qui pourront être prises.

Sans exclusive, nos deux organisations inscrivent cette démarche dans la construction d'un syndicalisme rénové, renforcé notamment en nombre d'adhérents, qui doit créer les conditions de son rassemblement.

Nos deux organisations affirment leur volonté d'œuvrer conjointement en ce sens à tous les niveaux.

Dans ce cadre, elles arrêtent d'ores et déjà le principe d'une nouvelle rencontre dès le mois de mai 2012.

Pour la CGT : Bernard THIBAUT - Jean-Marc CANON - Patrick DESIRE - Michel DONEDDU - Philippe LATTAUD - Agnès NATON - Catherine PERRET

Pour la FSU : Bernadette GROISON - Didier BOURGOIN - Noël DAUCE - Arlette LEMAIRE - Frédérique ROLET - Isabelle SARGENI-CHETAUD - Sébastien SIHR.

Montreuil, le 27 mars 2012